

N°129 Février 2024



Le Journal des Élu·e·s et Mandaté·e·s de la CGT Finances Publiques 83

## GT/CDAS du 15 février 2024

## Des actions, mais sans le social!

Le changement, c'est maintenant! Départ de Christine Barabani et réforme de l'action sociale, le CDAS du Var, dans ce premier groupe de travail, a été marqué par une sérieuse volonté de tout changer, de tout dépoussiérer. Mais attention aux engouements qui feraient perdre de vue l'essence même de notre action sociale!

Cette réunion en comité restreint avait pour objectif de préparer le budget 2024 et de déterminer les actions locales à mener. Sans documents préparatoires, la discussion a été introduite par la nouvelle déléguée de proximité, Carolyn Salva, sur le coût exorbitant de certaines actions locales (l'arbre de Noël), alors même que le budget 2024 est en légère augmentation (55 851 €). S'en est suivi des échanges qui, nous le regrettons, n'ont pas forcément été respectueux des uns et des autres. Ils étaient principalement orientés sur la réduction du coût de l'arbre de Noël et l'augmentation de la participation financière des familles et des retraités pour les différentes sorties :

- **⊃** Noël des Finances : la direction voudrait en finir avec l'organisation du Noël sur 2 sites, au plus près des agents, en finir avec les jouets, en finir avec les abonnements lecture, en finir avec la collation !
- L'idée serait donc de faire l'arbre de Noël à <u>OK Corral pour tous</u>, un mercredi après-midi au mois de décembre (pour faire la descente en bûche, faudra repasser ou prévoir un ciré!). L'entrée serait gratuite pour les enfants, mais très probablement payante pour les parents à hauteur de 7,50 €. Il n'y aurait pas de stand crêpes et boissons. Des délais de route pourraient être accordés pour les Dracénois. Et si la jauge des 1000 personnes n'est pas atteinte, l'attraction serait ouverte à tous les agents, moyennant une participation financière. Enfin, les e-chèques cadeaux de 20 € pour les 0-10 ans remplaceraient les jouets. Et il faudra croiser les doigts pour avoir beau temps, car nous avons déjà, par le passé, dû annuler la sortie OK Corral à la Toussaint pour cause d'intempéries!
- **Sorties des enfants** : des sorties à Aqualand et Aoubré (si le budget le permet) sont proposées, avec une augmentation de la participation financière à 9 ou 10 € (7 actuellement).
- Sorties des retraités : une journée à Marseille avec entrée au musée de la grotte Cosquer est proposée à la place de la sortie cabaret. Là aussi, augmentation à 25 € (20 actuellement)
- **⊃** Galettes des retraités : elles ont été organisées en janvier 2024, mais rien n'assure leur reconduction! Les membres du CDAS n'avaient d'ailleurs à ce sujet pas été tenu informé de leur programmation.
- **⊃** Vacations psychologues : elles sont maintenues pour 2024 (votées en 2023).
- **⇒** Fond d'Innovation Locale : la réflexion est ouverte sur des ateliers cuisine, rigologie, etc.

Ainsi, alors que le pouvoir d'achat continue de se dégrader pour l'ensemble des agents, les participations financières des familles aux actions locales de l'action sociale devraient augmenter! Dans ce groupe de travail, seule La CGT s'y est fortement opposée, mais elle n'est malheureusement pas majoritaire dans ce conseil.

Pour justifier ces hausses, on a tout entendu! Il y a l'inflation bien sûr (oui, nous aussi on se rend compte que les prix augmentent). Il y a aussi la particularité varoise d'avoir 2 sites pour le Noël, et de moins en moins de familles y participent alors même qu'elles s'y inscrivent. La gratuité et l'après-midi de libre ne feraient pas bon ménage d'après certaines personnes. D'où, l'idée de mettre fin à la gratuité!! Et quand les idées fusent, elles ont du mal à s'arrêter! Le Noël des Finances pourrait même se tenir un dimanche. No comment!

Le CDAS se serait-il transformé en une agence événementielle ? La CGT a du mal à saisir cette nouvelle approche.



Dans action sociale, il y a le mot « sociale » et les membres du CDAS feraient mieux de ne pas l'oublier, car les agents ont des besoins en la matière. La CGT, quant à elle, continuera de la défendre.